

D 125

RTLM EMISSIONS DU 6 AU 11 AVRIL 1994 RTLM

CASE NO: TCR-9841-T
EXHIBIT NO: DB 125
DATE ADMITTED: 12-7-2004
TENDERED BY: D. E. E. H. C. E.
NAME OF WITNESS:

SER: 74
CODE: RTM 1
DATE: - [du 6 au 11 Avril 1994]

Face	No émission	Jour- naliste.	Contenu de l'émission
A	1	Philippe Mbilizi	<i>Philippe Mbilizi</i> : "Restez à l'écoute pour que nous puissions vous commuiquer les éventuelles victimes".
A	2	Valérie	<i>Valérie Bemeri</i> : "Murumva radiyo RTLM, ubu dufite sa tatu n'iminota 47 muri studios zacu. Ubwo rero twabasaba ko mwagumya mugatega amatwi radiyo RTLM kubera ko tutalibuhagarike ibiganiro byacu, saa ine nkuko bisanzwe, turakomeza ibiganiro byacu. Ariko kandi turagira ngo tubibutse ko mu kanya twari tumaze kubamenyesha ko indege ya Nyakubahwa Prezida wa Republika imaze kuraswa igihe yashakaga kugira ngo igwe ku kibuga cy' indege mpuzamahanga Grégoire Kayibanda i Kanombe. Ubu rero ryo ndege twababwiraga ko igishya, ko ubu iriho igurumana, nta yandi makuru dufite arengejeho. Ubwo mwakomeza mugatega amatwi radiyo RTLM, ku buryo amakuru mashyashya agenda atugeraho, turibuze kugenda namwe tuyabagezaho".
A	4	-	<i>Itangazo rya Ministère y'ingabo z'igihugu.</i> "Ministère y'ingabo z'igihugu. Ministre w'ingabo z'igihugu, ababajwe no kumenyesha Abanyarwanda bose, inkuru y'inshamugongo y'urupfu rw'Umukuru w'igihugu, Nyakubahwa Général-Major Habyarimana Yuvenali, rutewe n'impanuka y'indege yabereye i Kanombe hafi y'ikibuga cy'indege taliki ya 6/4/94 mu saa mbili n'igice z'ijoro, aho indege yarimuvanye i Dar-Es-Salaam yarashwe n'ababisha bataramenyekana. Akaba yari kumwe na Nyakubahwa Ntaryamira Supiriyani, Umukuru w'igihugu cy'u Burundi, nawe akaba yayiguyemo, ari hamwe n'abaministri be babili. Akaba yari kumwe kandi n'umukuru wa Etat-Major w'ingabo z'igihugu, Général-Major Nsabimana Déogratias na Ambassadeur Renzaho, n' Colonel Sagatwa, na Dogiteri Akingeneye Emmanueli, na Major Bagaragaza Tadeyo n' abaderevu b'indege. Abo bose nta numwe warokotse. Ministre w'ingabo z'igihugu arasaba Abaturarwanda bose kwihangana muri ako kababaro dutewe n'urwo rupfu kandi bakirinda ibikorwa ibyaribyoye byahungabanya umutekano mu gihugu. Asabye Abaturarwanda bose kuguma mu ngo zabo kugeza igihe bazabonera andi mabwiriza. Ministre w'ingabo z'igihugu asabye kandi by'umwihariko ingabo z'igihugu gukomeza kuba maso zikabungabunga umutekano w'abaturage no gukomeza ubwitonzi n'ubutwari nkuko zitahwemye kubigaragaza igihe cyose igihugu cyagiye kigira akaga".
A	5	-	<i>"Communiqué émanant du Ministère de la Défense"</i> "Le Ministre de la Défense a la profonde douleur d'annoncer au peuple rwandais le décès inopiné du Chef de l'Etat, Son excellence le Général-Major Habyarimana Juvénal survenu ce 6 avril 94, vers 20h30 à Kanombe, l'appareil qui le ramenait de Dar-Es-Salaam ayant été descendu par des éléments non identifiés et dans des circonstances non encore élucidées.

B	6 (suite)	Rucogoza et Mbilizi	<p><i>Philippe Mbilizi</i>: "Première conférence de presse de Son Excellence le Premier Ministre, hier après-midi à l'Hôtel des Diplomates, Monsieur Kambanda Jean a essayé d'éclairer les zones d'ombre qui planent dans les esprits, dans chacun notamment, suite aux questions posées par la situation actuelle. De la décision courageuse de l'Armée dans la mise en place d'un quatrième Gouvernement de transition en passant par la mise en place de la Présidence, principal pilier dans la remise de l'ordre institutionnel, le nouveau Premier Ministre a évoqué aussi le problème posé par la reprise des hostilités par le FPR.</p> <p>Ainsi, une série de recommandations ont été faites à tous les intervenants à différents niveaux, sur le plan interne, sur le plan international et même au FPR en vue du rétablissement de l'ordre. Ecoutez encore Monsieur le Premier Ministre Kambanda Jean".</p>
B	7	-	<p><i>Déclaration de Monsieur Jean Kambanda, Premier Ministre, lors de sa première conférence de presse, le 10 Avril 1994, à l'Hôtel des Diplomates de Kigali</i></p> <p>"Dans la culture africaine, en général, il est à considérer qu'un Chef d'Etat en Afrique est plus un père de la Nation qu'une simple personnalité. Il est donc déplorable qu'à la mort d'une personne s'ensuive la mort de plusieurs individus, mais vue la mentalité africaine en général et rwandaise en particulier, on peut comprendre, sans pour autant justifier, les événements qui se sont déroulés après le décès du Chef de l'Etat.</p> <p>Successivement à ce décès du Chef de l'Etat, il y a eu d'émeutes un peu partout dans le pays et plus particulièrement dans la ville de Kigali. Ces émeutes ont entraîné le décès de plusieurs personnalités dont Son Excellence le Premier Ministre, Madame Uwilingiyimana Agathe et les Ministres, les chefs de parti et plusieurs autres personnes dont on ignore encore le nombre. Ces émeutes, à l'heure qu'il est, continueraient - là je ne suis pas certain - mais les informations qui nous arrivent c'est qu'elles ne sont encore stoppées.</p> <p>Le Comité de crise instauré par le Ministère de la Défense faisait suite à la carence, au vide institutionnel. Effectivement, et le Président de la République était décédé, et le Chef du Gouvernement était décédé, et par conséquent, le Gouvernement ne pouvait plus se réunir. Donc il a fallu que les Forces armées rwandaises, et j'en profite pour louer le courage qu'elles ont eu, - j'y reviendrai un peu plus loin - les Forces armées rwandaises ont essayé de maintenir la paix et la sécurité intérieure en créant ce Comité de crise. Le Comité de crise a ensuite invité les partis politiques qui étaient dans le Gouvernement de transition pour reconstituer, si je puis m'exprimer ainsi, pour faire un Gouvernement. On pourrait se poser la question: pourquoi est-ce qu'on a pas directement mis en application les accords de paix d'Arusha?</p> <p>Je dirai qu'on a pas pu mettre directement les accords d'Arusha en application pour deux raisons principales:</p> <ul style="list-style-type: none"> - la première raison est d'ordre juridique. Juridiquement, le cas qui s'est passé, c'est-à-dire le décès du Chef de l'Etat avant la mise en place des institutions de la transition n'avait pas été prévu dans les accords. On avait juste prévu le remplacement du Président de la République une fois que les accords de paix sont mis en pratique. On avait pas prévu le décès du Chef de l'Etat avant la mise en place des institutions de la transition. Matériellement, et c'est d'après les informations reçues du parti qui devait fournir le Président de la République selon les accords d'Arusha, notamment le parti MRND, matériellement pour désigner le candidat Président, le MRND avait besoin de faire son congrès. Et vue la situation qui prévalait dans le pays, cette situation était quasiment impossible. Il était impossible de réunir le congrès de ce parti. - Et une autre raison que je n'ai pas citée, c'est que de toute façon, la sécurité, les problèmes causés par l'insécurité dans le pays exigeait une réaction rapide pour mettre en place un interlocuteur pour que la population ne soit pas laissée à elle-même. Et c'est ça qui explique la mise en place du Gouvernement, qu'on a mis en place hier et dont la prestation de serment a eu [lieu] hier.

Ce Gouvernement a directement tenu sa première séance qui a pris un certain nombre de décisions visant principalement à ramener la sécurité. Quoiqu'il ait trois objectifs principaux, à savoir: la sécurité, la mise en place des institutions de la transition et le problème de la famine, il s'est surtout, le Conseil du Gouvernement d'hier soir, s'est surtout penché sur le problème de la sécurité et a fait, à l'adresse des responsables de la sécurité, un certain nombre de messages. Il y avait un message adressé aux Forces armées rwandaises.

Aux Forces armées rwandaises, on se félicitait que dans la grande majorité les Forces armées rwandaises étaient restées disciplinées et avaient tout fait pour maintenir la tranquillité et la sécurité malgré qu'il y ait eu quelques éléments isolés qui ont participé aux troubles, qui ont participé aux tueries, mais qui sont, comme je le dis, qui sont des éléments isolés et non les éléments organisés comme certains voudraient le croire.

Nous demandons que le Ministre de la Défense, en collaborations avec les Etats Majors de l'Armée et de la Gendarmerie, fassent tout ce qui est à leur pouvoir pour arrêter sans délai ces massacres et que les coupables, ceux qui sont pris en flagrant délit, soient châtiés.

A l'adresse des partis politiques, nous les invitons à faire tout ce qui est à leur pouvoir pour que leurs adhérents ne participent plus, s'il y en avait, aux massacres et aux troubles. Les partis politiques ont été invités, et là je peux annoncer qu'ils ont déjà tenu leur première réunion et que probablement d'ici la soirée ils auront publié un communiqué de presse, les partis politiques ont donc été invités à participer à l'acte de pacification de la population pour que la sécurité revienne.

Un message aux expatriés, nous avons, le peuple rwandais apprécie leur concours dans des moments de paix, mais apprécierait encore plus leur concours dans des moments aussi difficiles. C'est pour cela, plutôt que de se précipiter à l'aéroport pour rentrer, nous leur demandons de rester et de nous appuyer en ces moments difficiles. Nous leur demandons de nous donner tout ce qu'ils peuvent donner comme conseils pour amener la tranquillité et la paix dans ce pays. Néanmoins, si certains d'entre eux désirent rentrer chez eux, c'est leur droit, le Gouvernement s'engage, en collaboration avec leurs représentations diplomatiques, à leur faciliter leur décision.

Un message aux autorités administratives, les Préfets seront incessamment invités à une réunion avec le Ministre de l'intérieur, et probablement tout le Gouvernement, pour prendre des mesures urgentes de pacification dans le tout le pays et en particulier dans la ville de Kigali. Ils sont invités à faire, à leur tour, les réunions de pacification dans leurs préfectures respectives ainsi que dans leurs communes de telle sorte que d'ici la fin de la semaine prochaine, d'ici la fin de la semaine prochaine, on ait eu au moins une réunion dans chaque commune; une réunion de pacification.

A l'endroit du FPR, nous lui disons que la guerre ne peut pas résoudre les problèmes politiques qui se posent dans notre pays et que seul [il y a coupure d'éléments de la déclaration] d'Arusha puisse mis en pratique, pour que les institutions de la transition puissent se mettre en place d'ici six semaines conformément aux décisions des Nations Unies. Nous invitons donc le FPR à cesser toute tentative de reprise des hostilités pour s'engager résolument sur la voie de la paix à travers les accords de paix d'Arusha.

Aux Ministres chargés de la sécurité, dont le Ministère de la Justice, nous demandons que le Ministère de la Justice convoque une réunion urgente des Parquets pour que des enquêtes soient directement menées pour retrouver les coupables. Et nous demandons que ceux qui ont pris part, ceux qui ont participé à ces massacres soient punis conformément aux lois.

Quelques mesures urgentes doivent être prises. Nous sommes conscients que le peuple, la population en particulier de Kigali, est aujourd'hui affamé. C'est pour cela qu'en concertation avec le Ministère de la Défense, celui de l'intérieur et en particulier le Préfet de la Ville de Kigali, et le Ministre du Commerce, on va réouvrir certains marchés. Le Ministre de la défense sera invité à assurer la sécurité de ces marchés et de certains magasins, en particulier les magasins d'alimentation.

			Voilà donc le message que je tenais à transmettre aux journalistes et par là au peuple rwandais et à nos amis étrangers. Je vous remercie" [applaudissements].
B	8	Philippe Mbilizi	<p><i>Philippe Mbilizi:</i> "Voilà donc à une question de notre confrère Kabonabake Thomas sur les craintes d'une certaine opinion de voir le pouvoir se limiter à certaines catégories de la population, en fait un pouvoir de famille, le fameux "Akazu", pour Monsieur Kambanda Jean, bien que par hasard le Président de la République et le Premier Ministre soient originaires du sud, il faut comprendre que le problème d'Akazu n'existe plus depuis longtemps. Le Président est issu du MRND, le Premier Ministre vient du MDR, c'est-à-dire que chacun vient de son parti. Mais s'agissant des accords d'Arusha qui sont aujourd'hui sujets à caution, compte des maladresses du Front patriotique rwandais, le Premier Ministre nous dit ceci:</p> <p>"Je dirai que faire une déclaration sur le coup, c'est peut être possible que le FPR ait déclaré qu'il ne négociera pas avec ce Gouvernement qu'il appelle illégitime. Mais de notre point de vue, nous ne voyons pas l'autre Gouvernement avec qui il pourra négocier. Est-ce qu'il existe aujourd'hui un autre Gouvernement qui serait plus légitime que celui qui est en place aujourd'hui? Avec qui il va négocier? A moins que le FPR ne dise qu'il ne négociera pas ou qu'il saura négocier avec lui-même. Parce que s'il doit négocier avec l'autre partie, il faut bien qu'il accepte, il faut bien qu'il accepte qu'il doit y avoir un Gouvernement rwandais. Il y a deux parties dans les accords d'Arusha, donc si on doit mettre en application les accords d'Arusha, il faut bien qu'il y ait un côté, d'un côté le Gouvernement rwandais et de l'autre le FPR. Comme le Gouvernement rwandais a été décapité, le Chef de l'Etat, le Premier Ministre, certains Ministres... nous, nous avons essayé de le reconstituer. Et donc l'autre partie qu'il l'appelle légitime ou illégitime, l'autre partie ça ne peut être que nous. A moins qu'on puisse nous dire l'autre partie, on le connaît. Moi je ne le connais et je ne vois pas qui, comment on pourrait le créer aujourd'hui. Donc il faut que ce FPR qui nous appelle illégitimes nous montre comment on aurait pu créer un Gouvernement légitime de la partie rwandaise et qu'il nous montre comment lui, il aurait pu nous conseiller pour qu'on entre directement dans les accords d'Arusha sans Président, sans Premier Ministre, sans la partie rwandaise. Nous, nous persistons et nous croyons que le FPR finira par comprendre qu'il n'y a pas d'autre choix que d'accepter de négocier avec ce Gouvernement, ce Gouvernement, c'est puisqu'il n'en existe pas un autre qui s'appelle Gouvernement rwandais. [coupure dans la déclaration]... qu'on a l'impression que le peuple rwandais ne pourra pas accepter les accords d'Arusha, alors qu'il a l'impression que nous nous accrochons à ces accords. Je dirai que le peuple rwandais ne refusera pas les accords d'Arusha. Il pourra refuser l'application qui n'est pas ce qui est contenu dans l'Accord d'Arusha. Et que c'est dans l'application des accords d'Arusha qu'il peut y avoir des difficultés. Mais les accords d'Arusha, dans tous les cas, nous sommes convaincus qu'on ne peut pas résoudre le conflit rwandais qu'en passant par un certain nombre d'accords dont celui auquel nous avons abouti. Nous ne disons pas qu'il est parfait, il peut ne pas être parfait, mais au moins, il vaut plus que la guerre. Donc, nous soutenons les accords d'Arusha même si nous sommes conscients qu'ils ne sont pas parfaits, mais nous pensons qu'on ne peut pas dire que la guerre serait une meilleure solution à la mise en pratique des accords d'Arusha. Ceci, d'autant plus qu'il est prévu un terme à ces accords d'Arusha. Si c'étaient des accords d'Arusha éternels, à la limite on pourrait encore discuter. Mais comme il est prévu un terme, que c'est donc une certaine transition vers une démocratie basée sur les élections, donc on peut dire, à la limite on peut dire: à la limite chaque partie devrait faire des concessions pour qu'on entame la période d'après les accords d'Arusha qui... où on aura mis en place une véritable démocratie et où seules les élections pourront trancher".</p>